

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Brèves

CODE DU TRAVAIL : LA CGSL INTERPELLE LE GOUVERNEMENT



Photo: AEN

DÉFIS des employeurs à la loi, non-observation des dispositions en matière de CSST (Comité de sécurité et de santé au travail), opposition ferme contre l'installation des délégués syndicaux, etc. La Confédération gabonaise des syndicats libres (CGSL) a récemment dénoncé la défiance de certains employeurs (Pièces Équip Auto, Gva Gabon, Canal+ Gabon, GSEZ Port Minéralier...) par rapport aux textes de loi. Le secrétaire général de la CGSL, Jean-Claude Bekale a mis à l'index plusieurs entreprises qui fouleraient aux pieds la réglementation du travail à travers de multiples entortillades et subterfuges. Il a interpellé le gouvernement pour qu'il ait un regard rigoureux sur l'application des textes en vigueur, et notamment sur "les préoccupations légitimes des travailleurs au sujet des manquements constatés au niveau des organismes de prévoyance sociale". Sur le sujet épineux de la CNSS, le CGSL souhaite une accélération des réformes, étant surtout "favorable à l'application des résultats des négociations sociales de novembre 2017 à la Chambre de commerce."

MANAGEMENT ET GOUVERNANCE DES ÉCOLES PRIMAIRES : LES CAPACITÉS DES DIRECTEURS RENFORCÉES



Photo: iMM

Le chef de la circonscription scolaire de Libreville-centre, Berthe Carole Azize Antchiuey, a animé récemment, à l'école publique de Mont-Bouët, un atelier sur les outils de management et de gouvernance nécessaires pour diriger un établissement scolaire. Les enseignements ont porté sur quatre thèmes spécifiques : le rôle et les missions d'un directeur d'école, la gouvernance d'un établissement scolaire primaire, la gestion des conflits dans un établissement scolaire, et la gestion d'une école primaire. Ces formations ont éclairé la lanterne de plusieurs directeurs d'école. Lesquels mécaniseraient souvent leurs gestions administrative et pédagogique par des pratiques peu orthodoxes.

RESSOURCES HUMAINES : REDRRHAC SE MUE EN ONG



Photo: L.R.A

AU cours d'une assemblée générale constitutive tenue récemment au quartier Louis, la Rencontre des réseaux des ressources humaines de l'Afrique centrale (Redrrhac), s'est muée en organisation non gouvernementale (ONG). La nouvelle ONG est composée de deux entités. Un observatoire RH et PMI/PMI/TPE afin d'étudier les problématiques RH et de fonctionnement des PMI/PMI/TPE ; une commission RH pour traiter de la promotion de la fonction RH. Son président, Jérémie Obiang, s'est engagé, pour l'année 2023, à faire une étude nationale sur l'état de la fonction RH dans les PTE/ PME/PMI.

Line R. ALOMO

Isaac MUKETA MUELE

ENA

La Coalition des commerçants du Gabon dénonce les rackets

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

LA Coalition des commerçants du Gabon était réunie en assemblée générale samedi dernier au collège Saint-Claude à Petit Paris. Ses membres ont, au cours de cette rencontre, dénoncé les mauvaises pratiques dont ils sont victimes. Selon cette coalition, la persistance des rackets, des contrôles intempestifs, des multiples taxes et prélèvements nuisent aux commerçants et poussent ces derniers à refuser cette situation.

"Nous revendiquons l'harmonisation des contrôles au Gabon. C'est un point que nous avons d'ailleurs soumis aux autorités gouvernementales lors de la commission Vie chère. Nous disons également non à la parafiscalité", a fait savoir Jonas Mouniengue Mbembo, président du



Photo:

Un instantané de l'AG de la coalition des commerçants.

comité permanent de l'intersyndical du secteur du commerce. Selon les commerçants du Gabon, sur le terrain, il ne se passe plus un jour sans que les opérateurs économiques voient leurs biens pillés, saisis et leurs commerces fermés par certaines administrations de contrôle. Se sentant asphyxiés par les multiples prélèvements de la municipalité et des exactions commises par leurs agents, les commerçants syndiqués du Gabon auraient adressé une correspondance à la mairie de Libreville. Ils réclament

un dialogue social et attendent que l'édile de Libreville tienne compte de leurs préoccupations. Ce n'est pas la première fois que les commerçants s'emportent devant les diverses tracasseries qu'ils subissent. En 2019, d'autres groupes avaient menacé de fermer leurs boutiques si l'Hôtel de ville poursuivait le recouvrement, souvent sous la menace, de certaines taxes. Des semaines auparavant, ils avaient observé une grève d'avertissement de trois jours pour dénoncer les violences et l'extorsion des fonds.

Prestations sanitaires : l'offre du tunisien TMS

JM
Libreville/Gabon

Spécialiste de l'accompagnement des patients dans différents pays du continent, Tunisie médical Services (TMS) a présenté, dernièrement, à l'occasion de la journée d'information sur les soins médicaux à l'étranger et l'Assurance santé des étudiants (ASA), ses offres de prestations. En effet, TMS et l'Africa student assistance (ASA) veulent consolider et marquer leur position au Gabon.

Les deux entreprises tunisiennes ont édifié les compagnies d'assurances, mutuelles, parents d'étudiants, structures sanitaires et personnes intéressées, sur leurs offres commerciales. "L'objet de notre journée portes ouvertes était la présentation en matière de santé à l'étranger, de notre service médical. L'idée était de réunir l'ensemble des professionnels relatifs à ce secteur, notamment les assureurs, les entreprises pri-



Photo:

Une vue de la présentation de TMS.

vées et les institutionnels pour permettre de développer cette activité sur le Gabon", a fait savoir Sarhan Chaari, directeur des Relations publiques de TMS. À travers ses offres de services commercialisés, l'établissement tunisien se propose d'accompagner, par une "prise en charge sur mesure", les malades gabonais en quête de guérison. La structure dit, à cet effet, compter sur ses atouts concurrentiels, dont des prestations sanitaires sans pareil, un matériel à la pointe de la technologie, un personnel

de santé qualifié et toujours disponible, une maison de repos et un service optimal basé sur la "confiance" réciproque entre TMS, ses partenaires et ses patients.

"Le bonus de TMS, c'est qu'elle dispose aujourd'hui d'une clinique et d'une maison de convalescence. Tout un staff dédié à la santé qui facilitera le déplacement d'un patient. Des atouts qui faciliteront une assurance à s'engager avec nous afin d'avoir un partenariat", a renchéri le directeur des Relations publiques.